

4° de voorwaarden bepaald in de vorige leden niet meer vervult.

Bij zijn verhoor kan de afgevaardigde voor het toezicht bijgestaan worden door de persoon van zijn keuze.

§ 2. De afgevaardigden voor het toezicht hebben als opdracht het toezicht ter plaatse tijdens de vergaderingen van de beheersorganen van de intercommunale op de handelingen van de intercommunale onderworpen aan het toezicht bedoeld in artikel L3122-3, met uitzondering van de punten 3°, 7°, 8° en 9°, die blijven onderworpen aan de overmaking aan de Regering zoals bedoeld in artikel L3122-3, alsook aan de bestaande regels betreffende de Economische zaken.

De afgevaardigde voor het toezicht wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de beheersorganen van de structuur, die handelingen onderworpen aan het toezicht zouden kunnen verrichten.

Hij kan eisen dat elk besluit dat hij vernoemt, samen met de bewijsstukken wordt overgemaakt.

Ze zijn gewone waarnemers van de geregelde en gecontroleerde activiteiten.

Binnen een termijn van vier vrije dagen oefent de afgevaardigde voor het toezicht zijn beroep bij de Regering uit. Det beroep is opschortend.

De termijn van vier dagen begint te lopen vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen voor zover de afgevaardigde voor het toezicht er regelmatig opgeroepen is of, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop hij in kennis is gesteld van bedoelde beslissing.

Indien de afgevaardigde voor het toezicht het beroep uitoefent, beschikt de Regering over een termijn van dertig vrije dagen die begint te lopen op dezelfde dag als die bedoeld in het vorige lid, om de beslissing nietig te verklaren. Na afloop van die termijn is de beslissing van de instelling definitief.

De afgevaardigden voor het toezicht brengen een verslag uit aan hun voogdijminister.

§ 3. Onverminderd de voorafgaande voorschriften mag de afgevaardigde voor het toezicht inlichtingen waarvan hij in het kader van zijn opdrachten kennis heeft genomen, niet gebruiken, noch verspreiden indien het gebruik of de verspreiding van die inlichtingen van dien aard is dat ze nadelig is voor de belangen van de instelling.”

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 1037 (2013-2014). Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 25 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203639]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 3 et 4, 8 à 16 et 18 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, et plus particulièrement les articles 3 et 4, 8 à 16 et 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

Vu l'avis n° A.1178 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 17 mars 2014;

Vu l'avis n° A 14/03 du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 11 mars 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2014;

Vu l'avis n° 55.897/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et généralités*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le « décret » : le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

2° le « Ministre » : le Ministre de la Formation;

3° l'« administration » : la Direction de la Formation professionnelle du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

4° l'« inspection sociale » : la Direction de l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

5° le « stagiaire » : la personne en formation répondant aux conditions visées aux articles 5 et 6 du décret;

6° les « heures d'encadrement » : les heures effectivement réalisées par le personnel encadrant chargé de la formation, du suivi pédagogique et de l'accompagnement social des stagiaires;

7° le « personnel encadrant » : les personnes exerçant au sein du centre des fonctions de formation, de suivi pédagogique ou d'accompagnement social, liées contractuellement au centre pour les fonctions visées;

8° les « heures de formation » : les heures effectivement suivies par les stagiaires validées dans le cadre de leur programme individuel de formation et les heures assimilées telles que précisées à l'article 3;

9° le « projet post formation » : le document élaboré par le stagiaire et le personnel encadrant qui précise l'objectif d'insertion socioprofessionnelle du stagiaire au terme de sa formation et reprend l'ensemble des activités et démarches pour y parvenir.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés selon les règles suivantes :

1° le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'est pas compris dans le calcul du délai;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai;

3° lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Les mois de juillet et août ne sont pas pris en compte dans le calcul des délais.

Art. 3. On entend par heures assimilées, les heures de formation que le stagiaire aurait dû effectivement suivre selon son programme, mais qu'il n'a pas suivies pour les motifs et dans les limites suivantes :

1° la maladie ou l'accident de travail du stagiaire, justifié par un certificat médical avec un maximum d'un mois par période d'absence justifiée par ce motif;

2° la maladie d'un enfant, sur présentation d'un justificatif délivré par le médecin, la garderie ou la crèche dans laquelle l'enfant est inscrit avec un maximum d'une semaine par période d'absence justifiée par ce motif ainsi que les dix jours prévus pour le congé parental;

3° la grève ou l'intempérie immobilisant les transports en commun attestée par la société de transport en commun ou une coupure de presse;

4° lorsque le stagiaire suit une formation en entreprise, intempérie rendant dangereux ou impossible l'accomplissement du travail par le stagiaire eu égard soit à sa santé ou à sa sécurité, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir moyennant décision de l'entrepreneur ou de son représentant sur le chantier et après consultation des délégués du personnel;

5° la recherche d'un emploi ou l'inscription à une autre formation pour laquelle la présence du stagiaire est requise qu'elle soit liée à l'information, l'accueil ou la procédure de sélection et de recrutement;

6° l'accomplissement d'obligations auprès de l'Office national de l'Emploi, de l'Office, de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, d'un centre public d'action sociale, d'un service communal, du service d'aide à la jeunesse ou du service de protection de la jeunesse, de la caisse de paiement des allocations de chômage ou d'un syndicat, de la mutuelle auprès de laquelle est inscrit le stagiaire, de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ou de la commission de libération conditionnelle, les cours et tribunaux ou toute autre obligation qui exige la présence du stagiaire auprès de l'organisme compétent;

7° les jours d'absence visés par l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles;

8° les fêtes religieuses des cultes reconnus et des fêtes des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;

9° les absences injustifiées d'une durée maximale équivalant à 10 pour cent des heures de formation du programme, plafonnée à cinq jours par an.

Pour les filières organisées conformément à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, a), sont également assimilées aux heures de formation, les heures non encore dispensées aux stagiaires qui ont réalisé au minimum la moitié de leur programme individuel de formation et qui mettent fin à leur contrat de formation après avoir signé un contrat de travail d'une durée minimale de quatre mois ou un contrat de formation professionnalisante chez un autre opérateur. Dans ce cas, le centre dresse un document justificatif pour les heures non prestées effectivement par le stagiaire.

CHAPITRE II. — *Obligations du centre*Section 1^{re}. — Obligations pédagogiques

Art. 4. Dans le respect du projet pédagogique visé à l'article 8, alinéa 1^{er}, 2^o du décret, le centre élabore, pour chaque filière qu'il organise, un programme de formation tel que visé à l'article 9, alinéa 1^{er}, 5^o, du décret. Au regard du programme de la filière, le centre conclut avec chaque stagiaire un contrat pédagogique, au plus tard le jour de son entrée en formation, et un programme individuel de formation tels que visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 2^o, b) du décret.

Art. 5. Le programme de la filière est élaboré en fonction de la catégorie de la filière telle que visée à l'article 4 du décret et est composé en unités de formation qui déclinent, par activités principales, les compétences, les aptitudes et les connaissances qui permettent d'atteindre l'objectif de la filière. Le programme précise également les éléments suivants :

1^o la durée et le rythme hebdomadaire de la formation;

2^o le public spécifiquement visé en application des articles 5 et 6 du décret;

3^o l'organisation des entrées et sorties de formation :

a) soit l'entrée et la sortie de formation sont identiques pour l'ensemble des stagiaires et la durée de leur formation est équivalente à la durée du programme de la filière;

b) soit l'entrée en formation est répartie tout au long de l'année, pour un ou plusieurs stagiaires et la sortie de la formation varie en fonction des besoins du stagiaire; la durée de la formation peut différer de la durée du programme de la filière;

4^o le nombre maximal de stagiaires :

a) par session pour les formations visées au 3^o, a);

b) par année civile pour les formations visées au 3^o, b);

5^o les modalités organisationnelles relatives au suivi pédagogique et à l'accompagnement social tels que visés à l'article 8 et l'élaboration du projet post-formation;

6^o l'organisation éventuelle de stages et leur durée conformément à l'article 8;

7^o le cas échéant, le recours à un tiers, les objectifs visés et les tiers conventionnés par partenariat avec le centre.

Lorsque le recours à un tiers, en ce compris le partenariat, vise la réalisation d'une partie du programme de la formation par une entreprise, un autre centre ou opérateur de formation, ou un service d'aide psycho-médico-sociale le programme de la filière définit le contenu et la durée du recours au tiers ainsi que ses conditions financières et ses modalités organisationnelles.

Art. 6. Le contrat pédagogique précise les droits et obligations de chaque partie et l'obligation d'élaborer de commun accord le programme individuel de formation du stagiaire.

Le programme individuel de formation précise au minimum les éléments suivants :

1^o la catégorie de la filière telle que visée à l'article 4 du décret et son intitulé;

2^o les éléments du programme de la filière visés à l'article 5, 1^o à 7^o;

3^o les objectifs à atteindre par le stagiaire en termes de compétences et connaissances techniques, transversales et sociales en situation professionnelle au regard des référentiels visés à l'article 15, 7^o et 8^o, du décret lorsqu'ils existent;

4^o la durée de la formation du stagiaire qui, pour les filières visées à l'article 5, 3^o, b) peut dépasser la durée du programme de la filière sans pour autant excéder de plus de 50 pour cent la durée totale du programme de la filière;

5^o l'application des modalités organisationnelles relatives au suivi pédagogique et, s'il échet, à l'accompagnement social et à la préparation du projet post formation;

6^o la partie du programme de formation du stagiaire qui nécessite sa participation, de façon concomitante et dans le même centre, à une filière appartenant à une autre catégorie de filière;

7^o le cas échéant, et pour une partie du programme individuel de formation, le recours à un tiers tel que défini à l'article 5 dernier alinéa.

Le programme individuel de formation peut être adapté en fonction de l'évolution du stagiaire, de ses besoins et des résultats des évaluations intermédiaires de ses acquis en termes de compétences.

Au terme de la formation, le centre élabore l'attestation de fin de formation reprenant la durée de la formation et les compétences acquises par le stagiaire et, le cas échéant, une synthèse de son projet post-formation.

Le centre qui conclut le contrat pédagogique avec le stagiaire assure le suivi pédagogique et l'accompagnement social tout au long de la formation y compris dans le cadre d'un recours à un tiers visé à l'article 5. La réalisation d'une partie de la formation dans un autre centre ne peut pas faire l'objet de la signature d'un autre contrat pédagogique.

En cas de recours à des formations organisées par un centre telles que visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 7^o, ou à l'article 6, alinéa 2, 6^o, 7^o, le paiement des heures suivies par le stagiaire auprès d'une autre catégorie de filière est effectué, le cas échéant, sur la base du tarif horaire applicable à l'autre catégorie de filière.

Art. 7. § 1^{er}. Le centre peut prévoir, dans le programme de la filière, l'organisation de stages qui peuvent prendre une des deux formes suivantes :

1^o un stage d'acculturation visant la découverte d'un métier, d'un poste de travail, d'une culture d'entreprise, dans le but de préciser le projet de formation professionnelle, dont la durée ne peut pas excéder, pour chaque stage, 90 heures;

2^o un stage de formation professionnelle visant l'exercice de compétences acquises au sein de la filière de formation, dont la durée ne peut excéder, pour chaque stage, 520 heures.

Les stages visés au paragraphe 1^{er}, 1^o, peuvent être effectués au sein d'une ou de plusieurs entreprises, de plusieurs services d'une même entreprise ou au sein d'un ou plusieurs autres organismes de formation.

Les stages visés au paragraphe 1^{er}, 2^o, peuvent être effectués au sein d'une ou plusieurs entreprises, ou de plusieurs services d'une même entreprise.

En cas de stage de formation professionnelle, celui-ci peut uniquement être proposé aux stagiaires après que ceux-ci aient effectué une formation d'une durée minimale de 150 heures au sein du centre.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 2^o, le stage peut excéder la durée de 520 heures dans les cas requis par une autre législation ou réglementation fixant des critères spécifiques à l'organisation de formations dans certains secteurs d'activité. Dans ce cas, le centre précise, dans le programme de la filière, l'organisation du stage et la durée des formations et la décision d'agrément précise que le centre peut déroger à la durée maximale de 520 heures.

§ 3. La durée cumulée des stages prévus dans le programme individuel de formation ne peut pas être supérieure à la moitié de la durée du programme de formation. Lorsqu'une autre législation ou réglementation fixe une durée de stage supérieure à celle prévue à l'alinéa 1^{er}, l'administration peut autoriser le centre à déroger à la durée de 520 heures.

§ 4. Lors d'un stage, un contrat individuel de stage est conclu entre le stagiaire, le centre avec lequel le stagiaire a conclu le contrat pédagogique ainsi que l'entreprise ou le centre dans lequel est organisé le stage. Le contrat contient au minimum les éléments suivants :

- 1° les parties signataires du contrat de stage;
- 2° les droits et obligations des parties en ce compris la prise en charge des coûts de la formation du stagiaire;
- 3° la filière dans laquelle le stagiaire est inscrit;
- 4° les objectifs du stage;
- 5° la durée et le rythme hebdomadaire du stage;
- 6° la description de la ou des fonctions exercées par le stagiaire au cours du stage en conformité avec le programme de la filière;
- 7° les critères et les modalités de l'évaluation.

Art. 8. § 1^{er}. Le suivi pédagogique du stagiaire consiste en l'exercice, au minimum, des activités suivantes :

- 1° l'organisation d'un bilan au début de la formation;
- 2° l'élaboration et le suivi du programme individuel de formation sur la base du bilan;
- 3° l'organisation d'évaluations intermédiaires et finale de la formation visant à reconnaître les connaissances, compétences et comportements professionnels acquis par le stagiaire et les adaptations éventuelles du programme individuel de formation;
- 4° le cas échéant, l'organisation de stages;
- 5° la préparation avec le stagiaire de son projet post formation.

§ 2. L'accompagnement social du stagiaire consiste en l'exercice, au minimum, des activités suivantes :

- 1° l'élaboration d'un bilan social individuel, le cas échéant, les résultats d'une action antérieure de formation et d'insertion;
- 2° la définition, dans le programme individuel de formation, des objectifs visant l'acquisition de compétences transversales sociales et en situation professionnelle;
- 3° l'organisation et l'animation d'activités individuelles et collectives visant l'autonomie et l'émancipation sociale en vue de l'insertion socio professionnelle;
- 4° l'organisation des évaluations intermédiaires et finale des compétences transversales sociales et en situation professionnelle;
- 5° le cas échéant, l'organisation et le suivi de l'intervention d'opérateurs spécialisés dans l'aide psycho-médico-sociale.

Art. 9. Le centre établit un règlement d'ordre intérieur applicable aux stagiaires qui contient au minimum les règles relatives à la protection des données à caractère personnel et de respect de la vie privée et celles relatives à la gestion des plaintes.

Art. 10. En application de l'article 14, 3°, du décret, le taux d'encadrement est calculé par année civile, en divisant le nombre d'heures d'encadrement par le nombre d'heures de formation.

Le taux d'encadrement des filières « Démarche de formation et d'insertion » relevant des catégories visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2°, à l'exception de celles visant l'alphabétisation, et 3°, du décret est égal ou supérieur à 0,10.

Le taux d'encadrement des filières « Démarche de formation et d'insertion » relevant des catégories visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du décret lorsqu'elles visent l'alphabétisation, et les filières « Entreprise de Formation par le travail » relevant des catégories visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, du décret est égal ou supérieur à 0,16.

Section 2. — Obligations administratives

Art. 11. En application de l'article 14, 2°, du décret, le centre accueille, au minimum et par année civile, dix stagiaires. Il réalise, à partir de la troisième année d'agrément, au minimum 12 000 heures de formation par année civile. Le centre public d'action sociale ou l'association de centres publics d'action sociale organise au minimum 8 000 heures de formation par an.

En cas de non-respect des 12 000 heures de formation par an ou des 8 000 heures de formation par an et sur avis de la commission visée à l'article 16 du décret, l'administration peut autoriser le centre à réaliser un nombre d'heures de formation inférieur à ces minima.

Art. 12. Le centre vérifie, par filière et sur la base du formulaire de l'administration, la présence des stagiaires en formation en distinguant les heures de présences effectives et les heures assimilées.

Art. 13. Pour les filières « Entreprise de formation par le travail », le centre accueille, gratuitement, en formation, en tant que stagiaire, toute personne faisant partie d'une des catégories visées aux articles 5 et 6 du décret en lui octroyant les avantages prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, à l'exception des frais de crèche et de garderie pris en charge par l'Office.

Art. 14. Le centre constitue, dès son entrée en formation et, par stagiaire, un dossier individuel dans lequel figurent les documents administratifs et pédagogiques suivants :

- 1° un document, dont le modèle est fixé par l'administration, reprenant les données d'identification du stagiaire, ainsi que les données relatives à son parcours scolaire et professionnel;
- 2° les documents et attestations prouvant l'éligibilité du stagiaire ou, à défaut, l'attestation sur l'honneur visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté portant exécution des articles 5 à 7 du décret relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle et la preuve de l'envoi de la demande auprès des organismes visés aux articles 5 et 6 du décret;
- 3° le contrat pédagogique du stagiaire.

Sont joints progressivement au dossier individuel, dès qu'ils ont été établis, les documents suivants : le programme individuel de formation du stagiaire et, le cas échéant, ses adaptations :

- 1° le bilan et le programme individuel de formation;
- 2° les évaluations intermédiaires et finale;

3° le ou les contrats de stage et la ou les conventions relatives au suivi d'une formation auprès d'un autre centre ou auprès d'un service d'aide psycho-médico-sociale;

4° les présences mensuelles et les justificatifs d'absences;

5° l'attestation de fin de formation visée à l'article 6, alinéa 4, ou en cas de fin de formation prématurée, les motifs qui la justifient;

6° le projet post-formation du stagiaire;

7° les résultats connus en matière d'insertion dans l'emploi ou dans une autre formation.

Art. 15. Le centre établit son rapport d'activité annuel, tel que visé à l'article 14, 6°, du décret, dont le modèle est déterminé par le Ministre et le transmet à l'administration au plus tard le 30 avril qui suit l'année pour laquelle il est établi. Le rapport d'activités contient au minimum les éléments suivants :

1° en ce qui concerne le centre :

a) le nombre de candidats à la formation qui ont bénéficié d'un processus d'accueil tel que défini dans le projet pédagogique conformément à l'article 8, alinéa 1^{er}, 2° a), du décret;

b) le nombre de candidats qui ont fait l'objet d'une réorientation lors de l'accueil;

c) la liste actualisée des membres du personnel occupés pendant l'année qui précède le rapport, leur fonction et les caractéristiques de leur contrat en matière de statut et le régime de temps de travail;

d) le taux d'encadrement des stagiaires;

e) l'insertion des stagiaires, dans les six mois qui suivent leur formation, dans une autre formation ou dans un emploi si l'information lui est communiquée par le stagiaire;

f) les tableaux détaillés d'imputation des recettes et des dépenses en regard des différentes sources de financement selon le modèle établi par l'administration;

g) le tableau des amortissements;

h) la liste des pièces justificatives des charges imputées à la subvention, classées chronologiquement;

i) le bilan et les comptes de résultats en distinguant les activités relevant des filières « Démarche de Formation et d'insertion » et celles relevant des filières « Entreprise de formation par le travail »;

j) pour les filières « Entreprise de formation par le travail », un plan d'affectation des résultats d'exploitation dont le modèle est fixé par l'administration;

2° en ce qui concerne chaque filière organisée par le centre :

a) la liste des stagiaires entrés en formation par année civile au regard des catégories de public telles que visées aux articles 5 et 6 du décret, leur date d'entrée et de sortie de la formation et le motif de sortie;

b) le nombre d'heures de formation effectivement suivies par les stagiaires et les heures assimilées;

c) le nombre et le type de stages et de recours à un tiers organisés, la durée du stage et le nombre de stagiaires qui y ont participé ainsi que les activités de formation confiées à un autre centre ou à une entreprise, les conventions y relatives;

d) les résultats globaux des stagiaires en matière d'acquisition des connaissances et compétences techniques, transversales et sociales en situation professionnelle ainsi qu' en termes d'insertion dans une autre formation ou dans un emploi si l'information lui est communiquée par le stagiaire.

Le centre transmet à l'administration au plus tard le 30 juin les comptes tels qu'approuvés par l'assemblée générale.

Le Ministre peut préciser les éléments du rapport d'activités.

Art. 16. Le centre gère les subventions reçues par ou en vertu de l'article 17 du décret conformément aux articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

Art. 17. Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant d'un centre portent respectivement la mention « centre agréé par la Région wallonne sous le n° [...] » et le logo de la Région wallonne.

CHAPITRE III. — Procédure et critères d'agrément

Section 1^{re}. — Demande d'agrément

Art. 18. § 1^{er}. En application de l'article 10 du décret, les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément du centre, dont les modèles sont établis par l'administration, sont introduites par le centre requérant par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi au plus tard le 31 mars de l'année qui précède celle pour laquelle l'agrément est sollicité.

§ 2. Pour l'application de l'article 8 du décret, le centre transmet lors de sa demande au minimum :

1° les statuts coordonnés, publiés au *Moniteur belge*, de l'association sans but lucratif ou de l'association de centres publics d'action sociale, la décision du ou des conseils de l'action sociale et la copie de l'approbation du ou des conseils communaux si le dossier est introduit par un centre public d'action sociale ou une association de centres publics d'action sociale;

2° la description du projet pédagogique tel que visé à l'article 9, alinéa 1^{er}, 2°, et de ses modalités d'organisation, en ce compris le modèle du contrat pédagogique et du programme individuel de formation;

3° la demande d'agrément d'une ou plusieurs filières contenant l'ensemble des documents visés à l'article 19;

4° la description des moyens et ressources matériels, humains et financiers visés à l'article 8, 4°, du décret, en ce compris la copie du rapport d'inspection par le service incendie ainsi que tout document délivré par un organisme agréé pour le matériel présentant des risques éventuels pour les utilisateurs;

5° une copie du contrat de coopération visé à l'article 8, alinéa 1^{er}, 6°, du décret ou la preuve que les démarches vis-à-vis de l'Office ont été engagées endéans un délai de trois mois avant l'introduction de la demande d'agrément; le centre communique le contrat à l'administration dès sa conclusion;

6° la mise à disposition de toute preuve nécessaire à la vérification du respect des réglementations applicables au centre et, notamment, celle du respect de la réglementation relative au contrôle médical prise en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs.

A défaut du rapport visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, au moment de l'introduction de la demande d'agrément auprès de l'administration, le centre transmet la copie de la demande d'inspection des locaux par le service incendie et transmet à l'administration le rapport dès sa réception.

Le Ministre peut dispenser le centre de fournir les documents visés à l'alinéa 1^{er} dès lors que l'administration ou l'inspection sociale dispose d'une ou plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 1^{er} ou peut en disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques.

§ 3. La demande de renouvellement d'agrément du centre est accompagnée d'un dossier qui contient les éléments visés au paragraphe 1^{er}, lorsque ceux-ci font l'objet de modifications au regard de l'agrément précédent.

Art. 19. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 9 du décret, le centre transmet, par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi, simultanément à l'agrément du centre ou au plus tard le 31 mars de l'année qui précède celle pour laquelle l'agrément est sollicité :

- 1° la catégorie dans laquelle la filière s'inscrit ainsi que son cadre méthodologique;
- 2° la justification de la demande d'agrément au regard du cadastre de formation et de la cartographie de l'offre et des besoins du marché tels que mis à disposition par l'Office;
- 3° le programme de la filière tel que décrit à l'article 5;
- 4° en cas de demande d'agrément d'une nouvelle filière en cours d'agrément du centre, une description des moyens et ressources matériels, humains et financiers prévus pour le fonctionnement de la filière.

§ 2. La demande de renouvellement d'agrément de la filière est accompagnée d'un dossier qui contient les éléments visés au paragraphe 2, lorsque ceux-ci font l'objet de modifications au regard de l'agrément précédent.

Toute autorité habilitée à intervenir dans le cadre de la procédure d'agrément ou de renouvellement d'agrément par ou en vertu du décret peut demander la production des documents visés respectivement à l'article 18, § 2, et à l'article 19, § 2, lorsque ceux-ci sont nécessaires à l'appréciation de l'octroi ou non de l'agrément ou du renouvellement de l'agrément.

Art. 20. § 1^{er}. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément du centre et de la ou des filières, l'administration adresse au centre demandeur, un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet. Lorsque le dossier n'est pas complet, l'administration envoie au centre un courrier l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception du courrier par le centre.

Le délai de quinze jours peut être prolongé de maximum quinze jours sur demande motivée du centre. Passé le délai et si le dossier n'est pas complet, la demande est classée sans suite par l'administration qui en avise le centre, dans les quinze jours de la décision.

Lorsque le dossier est complet, l'administration analyse la demande, vérifie le respect des conditions d'agrément et établit un rapport d'instruction. Elle sollicite l'avis du ou des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation territorialement compétents, qui rendent leur avis dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi par l'administration. Au-delà du délai, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

L'avis du ou des Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation porte sur la pertinence de la ou des filières organisées par le centre au regard des besoins identifiés sur le territoire et s'appuie sur le cadastre de formation et la cartographie des offres et des besoins, réalisés par l'Office.

En cas de renouvellement d'agrément, le rapport d'instruction de l'administration s'appuie sur l'analyse des rapports d'activité et des rapports de l'inspection sociale établis pendant la période d'agrément qui précède la demande de renouvellement.

§ 2. L'administration remet au Ministre son rapport d'instruction et l'avis du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation sur la ou les filières organisées dans un délai de soixante jours à dater de l'accusé de réception mentionnant que le dossier est complet.

Lorsque l'avis du Comité subrégional de l'emploi et de la formation ou le rapport d'instruction de l'administration est négatif, l'administration sollicite l'avis de la commission.

L'administration peut également solliciter l'avis de la commission dans les hypothèses suivantes :

- 1° lorsque celle-ci estime qu'une ou plusieurs conditions d'agrément ou de renouvellement d'agrément visées aux articles 8 et 9 du décret ne sont pas remplies;
- 2° en l'absence de référentiel de formation tel que visé à l'article 15, 7° et 8°, du décret, afin de vérifier la cohérence du programme présenté dans le dossier d'agrément.

La commission se prononce dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande. Préalablement à la remise de son avis, la commission peut d'initiative ou à la demande des représentants des centres, auditionner ceux-ci sur l'objet de l'agrément. En cas d'audition, la commission peut demander une prolongation d'un mois du délai précité. La commission peut proposer une durée de renouvellement d'agrément réduite à deux ans et assortie de recommandations. Lorsque l'administration sollicite l'avis de la commission, l'administration remet au Ministre son rapport d'instruction, accompagné des avis du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation sur la ou les filières organisées et de la commission, dans un délai de nonante jours, le cas échéant de cent vingt jours à dater de l'accusé de réception mentionnant que le dossier est complet.

Le Ministre se prononce sur l'octroi ou le refus d'agrément au plus tard dans un délai de quinze jours qui suit le rapport d'instruction.

§ 3. Toute décision d'octroi d'agrément ou de renouvellement d'agrément d'un centre, en ce compris des filières qu'il organise, contient au minimum :

- 1° l'intitulé du centre et de la ou des filières;
- 2° la durée d'agrément;
- 3° la catégorie et le cadre méthodologique dans lesquels chaque filière s'inscrit;
- 4° le nombre d'heures agréées par filière;
- 5° le montant du subventionnement.

L'administration notifie la décision du Ministre au centre, dans les dix jours qui suivent sa réception, par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi.

Art. 21. Le centre peut solliciter auprès de l'administration des modifications à la décision d'agrément lorsque celles-ci n'ont pas d'incidence sur le subventionnement octroyé au centre et portent soit sur :

- 1° le recours à un tiers notamment avec d'autres centres, opérateurs, entreprises ou services d'aide psycho-médico-sociale;

2° l'adaptation du programme de formation d'une filière en vue de se conformer à un référentiel.

Le centre communique les éléments visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, à l'administration qui vérifie que les modifications ne portent pas sur des éléments de la décision d'agrément et n'ont pas d'incidence sur le subventionnement. Dans ce cas, l'Administration se prononce, par voie électronique, sur la demande de modification de la décision d'agrément dans les quinze jours qui suivent la réception de celle-ci.

CHAPITRE IV. — *Transfert de filière*

Art. 22. § 1^{er}. En application de l'article 13 dernier alinéa du décret, l'administration communique, par voie électronique, à la commission visée à l'article 16 du décret et aux centres, l'information relative à toute situation visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, du décret, et organise l'appel aux candidatures pour la reprise d'une ou plusieurs filières par un ou plusieurs centres.

L'administration fixe les modalités relatives à l'appel aux candidatures, en ce compris les documents nécessaires à l'appréciation de l'offre de reprise de la ou des filières, ainsi que la date limite d'introduction des candidatures.

Les centres candidats repreneurs introduisent leur candidature motivée auprès de l'administration en précisant au minimum :

1° leur capacité de poursuivre la formation des stagiaires concernés par le transfert de la filière dans laquelle ils sont inscrits;

2° leur capacité de reprise de tout ou partie du personnel du centre cédant;

3° les modalités organisationnelles relatives au délai de réalisation du transfert, à l'implantation géographique du ou des sites de formation envisagés, à la disponibilité du matériel et des locaux nécessaires;

4° un descriptif des moyens et ressources matériels, humains et financiers prévus pour le fonctionnement de chaque filière.

Dans un délai de sept jours à dater de la réception des candidatures, l'administration adresse au centre candidat repreneur, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un courrier l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours qui suivent la réception par le centre du courrier.

Dans un délai de vingt jours qui suit la réception des dossiers complets, l'administration examine l'éligibilité des dossiers au regard du respect des modalités fixées dans l'appel à candidature et des critères visés au paragraphe 1^{er}.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en cas de décision volontaire d'un centre de transférer une ou plusieurs filières à un autre centre avec lequel il s'accorde, les centres transmettent à l'administration :

1° les documents visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1° à 4°;

2° la décision du conseil d'administration de chaque centre concerné par le transfert de filière;

3° les éléments identifiant les centres concernés par le transfert de filière.

§ 3. Lorsque les dossiers sont complets et après vérification de leur éligibilité, l'administration analyse les dossiers introduits conformément aux paragraphes 1^{er} ou 2, au regard des priorités suivantes :

1° la capacité de gestion administrative, financière et pédagogique du centre candidat repreneur d'une ou plusieurs filières est appréciée au regard des rapports d'évaluation établis par l'administration disponibles au cours des quatre années qui précèdent sa demande;

2° la possibilité de reprise de tout ou partie du personnel ou des stagiaires;

3° la sous-représentation de la filière qui fait l'objet d'un transfert dans une ou plusieurs sous-régions, appréciée au regard du cadastre et de la cartographie visés à l'article 9, alinéa 1^{er}, 1°, du décret;

4° le maintien de l'offre de formation et son accessibilité sur le territoire.

L'administration soumet la proposition de décision à la commission qui remet un avis dans les quarante-cinq jours de sa saisine par l'administration. La commission peut demander une prolongation d'un mois du délai précité.

L'administration transmet au Ministre un rapport d'instruction, accompagné de l'avis de la commission, dans un délai de sept jours à dater de la date de réception de l'avis de la commission. Le Ministre se prononce au plus tard dans un délai de quinze jours à dater de la réception du rapport d'instruction. Dès réception de la décision, l'administration notifie celle-ci au centre cédant et au centre repreneur.

En cas de transfert de personnel ou de stagiaires, le Ministre peut prévoir une procédure accélérée de transfert de filière selon les modalités qu'il détermine.

La demande d'autorisation de transfert de filières ne peut pas entraîner d'augmentation de la subvention telle qu'elle avait été octroyée au centre cédant et ne constitue pas une demande d'agrément d'une nouvelle filière de formation telle que prévue à l'article 9 du décret.

Les centres qui ont fait l'objet, au cours de la même période, d'une suspension ou d'un retrait partiel d'agrément ne peuvent pas être candidat repreneur.

CHAPITRE V. — *Evaluation*

Art. 23. § 1^{er}. L'administration réalise, tous les deux ans, un rapport d'évaluation portant sur la vérification de la réalisation par le centre de ses missions telles que visées à l'article 4 du décret, et particulièrement, sur la mise en œuvre de son projet pédagogique, le respect du taux d'encadrement des stagiaires et la qualité de la gestion administrative, financière et des ressources humaines du centre. L'évaluation s'appuie sur les rapports d'activité de chaque centre visé à l'article 14, alinéa 1^{er}, ainsi que sur les rapports de l'inspection sociale.

En cas de rapport d'évaluation comportant des éléments négatifs quant à la qualité de gestion du centre, la mise en œuvre du projet pédagogique ou les résultats d'une ou plusieurs filières, il en informe la commission.

§ 2. La synthèse visée à l'article 16, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, du décret est réalisée sur la base des rapports d'activités des centres, par catégorie de filières visée à l'article 4 du décret, au regard des éléments suivants :

1° le nombre de stagiaires entrés en formation et leur appartenance à une des catégories de public telles que définies aux articles 5 et 6 du décret;

2° la durée moyenne de formation suivie par les stagiaires en distinguant les heures de formation effectivement prestées par le stagiaire et les heures assimilées;

3° le taux de réalisation du nombre total d'heures de formation agréées pour le centre et la proportion entre les heures effectivement prestées et les heures assimilées;

4° le nombre et le type de stages organisés par le centre et le nombre de stagiaires qui en ont bénéficié;

5° les résultats obtenus par les stagiaires en matière d'acquisition de connaissances et de compétences en vue de leur intégration dans la formation et dans l'emploi;

6° l'intégration des stagiaires, dans les six mois qui suivent leur formation, dans une autre formation ou dans un emploi pour autant que l'information soit disponible.

La synthèse visée à l'alinéa 1^{er} est transmise au Ministre et au Conseil économique et social de Wallonie au plus tard le 31 octobre de l'année qui suit la période concernée.

CHAPITRE VI. — *Du contrôle*

Art. 24. § 1^{er}. Le contrôle et la surveillance tels que visés à l'article 18 du décret portent au minimum sur :

1° la mise en œuvre du projet pédagogique et des programmes de formation qui ont fait l'objet de la décision d'agrément;

2° la vérification du contenu des dossiers individuels des stagiaires;

3° le respect de la durée des stages;

4° l'éligibilité des stagiaires;

5° le contrôle des heures de formation des stagiaires;

6° le respect du taux d'encadrement;

7° le bilan et les comptes de résultats;

8° les pièces justificatives des charges imputées à la subvention.

Le contrôle est effectué conformément aux articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

§ 2. En application de l'article 12 du décret, le Ministre peut, après un avertissement notifié par lettre recommandée par l'administration et sur avis de la commission, suspendre ou retirer l'agrément du centre ou d'une filière.

Le courrier d'avertissement informe le centre des manquements qui lui sont reprochés et l'invite à faire part de ses observations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée. Il précise :

1° en cas de volonté de suspendre l'agrément du centre, les motifs y relatifs ainsi que la durée maximale pour se conformer aux obligations non respectées sans pour autant dépasser un délai de quatre mois;

2° le cas échéant la volonté de retirer l'agrément du centre et les motifs y relatifs;

3° le cas échéant, la volonté de suspendre en tout ou en partie les subventions du centre et les motifs y relatifs;

4° la possibilité d'être entendu en ses voies et moyens par la commission dans un délai de trente jours à dater de la réception du courrier;

5° les modalités relatives à l'éventuelle audition visée au 4°;

6° le droit de consulter le dossier contenant les motivations visées aux 1° à 3° et d'en prendre copie préalablement à l'audition;

7° la faculté de se faire assister par un Conseil pendant toute la procédure.

§ 3. L'administration transmet le dossier, accompagné de l'avis de la commission, au Ministre, qui se prononce dans les vingt jours de la réception des observations ou de l'éventuelle audition.

L'administration notifie, par envoi ayant date certaine, la décision visée à l'alinéa 1^{er} et y précise les délais et voie de recours.

§ 4. En cas de décision de suspension, le Ministre peut retirer l'agrément du centre, après avis de la commission, si le délai de suspension arrive à échéance et que le centre n'a pas satisfait aux conditions visées dans la décision de suspension.

En cas de décision de suspension de l'agrément du centre, le centre ne peut pas accueillir de nouveaux stagiaires jusqu'à la mise en conformité de ses obligations. Les stagiaires entrés en formation avant la décision de suspension sont autorisés à poursuivre leur formation jusqu'au terme de celle-ci.

Art. 25. En cas de non-respect des obligations prévues par ou en vertu du présent décret, de dissolution d'un centre et de suspension ou de retrait d'agrément d'un centre, le Ministre peut appliquer une ou plusieurs sanctions telles que prévues à l'article 18, § 2, 1° à 3°, du décret ou renoncer, pour tout ou partie, au remboursement du subventionnement dans un cas de force majeure ou d'imprévision conformément à l'article 18, dernier alinéa du décret.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Section 1^{re}. — Dispositions transitoires et abrogatoires

Art. 26. L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail, tel que modifié par les arrêtés du 27 mars 2009 et du 28 juin 2012, est abrogé, à l'exception des articles 20 et 21, qui sont abrogés à la même date d'entrée en vigueur que celle de l'article 17 du décret.

Section 2. — Entrée en vigueur

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016, à l'exception des articles 18 à 22, qui entrent en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 28. Le Ministre de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203639]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 3 en 4, 8 tot 16 en 18 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, inzonderheid op de artikelen 3 en 4, 8 tot 16 en 18;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid;

Gelet op het advies nr. A.1178 van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 17 maart 2014;

Gelet op het advies nr. A 14/03 van het beheerscomité van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 11 maart 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2014;

Gelet op het advies nr. 55.897/2 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities en algemeenheden

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het « decreet » : het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

2^o de « Minister » : de Minister van Vorming;

3^o de « administratie » : de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4^o de « sociale inspectie » : de Directie Sociale Inspectie van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

5^o de « stagiair » : de persoon in opleiding die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet;

6^o de « omkaderingsuren » : de uren die daadwerkelijk gepresteerd worden door het omkaderingspersoneel belast met vorming, pedagogische opvolging en sociale begeleiding van de stagiairs;

7^o het « omkaderingspersoneel » : de personen die binnen het centrum functies uitoefenen i.v.m. vorming, pedagogische opvolging of sociale begeleiding, en die contractueel aan het centrum gebonden zijn voor bedoelde functies;

8^o de « vormingsuren » : de daadwerkelijk door de stagiairs gevolgde uren die gevalideerd worden in het kader van hun individueel vormingsprogramma en de daarmee gelijkgestelde uren zoals bepaald bij artikel 3;

9^o het « navormingsproject » : het document opgemaakt door de stagiair en het omkaderingspersoneel dat voorziet in de doelstelling inzake socioprofessionele inschakeling van de stagiair na zijn opleiding en in het geheel van de activiteiten en stappen om die doelstelling te halen.

De definities opgenomen in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Minister.

De termijnen in het kader van dit besluit worden berekend als volgt :

1^o de dag van de akte, die de eerste dag van de termijn is, wordt niet meegerekend;

2^o de vervaldag wordt meegerekend;

3^o wanneer die dag een zaterdag, zondag of wettelijke verlofdag is, wordt de vervaldatum verschoven naar de eerstkomende werkdag.

De maanden juli en augustus worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de termijnen.

Art. 3. Onder gelijkgestelde uren wordt verstaan de vormingsuren die de stagiair daadwerkelijk had moeten volgen op basis van zijn programma maar niet heeft gevolgd om de volgende redenen en binnen de volgende perken :

1^o ziekte of arbeidsongeval, gewettigd door een medisch attest, met maximum één maand per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden;

2^o ziekte van een kind, op vertoon van een bewijsstuk afgeleverd door de arts, de kinderbewaarplaats of de crèche waar het kind ingeschreven is, met maximum één week per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden alsook de tien dagen voorzien voor het ouderschapsverlof;

3^o staking of slechte weersomstandigheden waardoor het openbaar vervoer verlamd is, bevestigd door de openbaarvervoersmaatschappij of in een krantenknipsel;

4^o als de stagiair een opleiding in een bedrijf volgt, wegens slecht weer waardoor de uitvoering van het werk gevaarlijk of onmogelijk gemaakt wordt gelet op hetzij de gezondheid of de veiligheid van de stagiair, hetzij de aard of de techniek van het uit te voeren werk, mits beslissing van de ondernemer of van zijn vertegenwoordiger op de werf en na raadpleging van de personeelsafgevaardigden;

5° het zoeken naar een baan of de inschrijving voor een andere opleiding waarvoor de aanwezigheid van de stagiair vereist wordt, ongeacht of ze verband houdt met informatie, onthaal of de selectie- en wervingsprocedure;

6° het nakomen van verplichtingen bij de « Office national de l'Emploi » (Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening), de Dienst, het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » (Waals Agentschap voor de Integratie van de Gehandicapte Personen), een openbaar centrum voor maatschappelijk werk, een gemeentelijke dienst, de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdbeschermingsdienst, de hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of een vakbond, het ziekenfonds waar de stagiair ingeschreven is, het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering of de Commissie voor voorwaardelijke invrijheidsstelling, de hoven en rechtbanken of elke verplichting die de aanwezigheid van de stagiair bij het bevoegde orgaan vordert;

7° de afwezigheidsdagen bedoeld in het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, [de dienstboden,] de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten;

8° de feestdagen van de erkende erediensten en de feesten van de bij wet erkende organisaties die een morele bijstand verlenen volgens een niet confessionele filosofische overtuiging;

9° de ongewettigde afwezigheden waarvan de maximale duur gelijk is aan 10 percent van de vormingsuren van het programma, met name vijf dagen per jaar.

Wat betreft de filières georganiseerd overeenkomstig artikel 5, eerste lid, 3°, *a*), worden ook met vormingsuren gelijkgesteld de uren die nog niet gegeven werden aan stagiairs die minstens de helft van hun individueel vormingsprogramma hebben gevolgd en hun opleidingscontract opzeggen na het sluiten van een arbeidscontract van minimum 4 maanden of van een beroepsopleidingscontract bij een andere operator. In dit geval maakt het centrum een bewijsstuk op voor de uren die de stagiair niet echt gepresteerd heeft.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van het centrum*

Afdeling 1. — Pedagogische verplichtingen

Art. 4. Met inachtneming van het pedagogisch project bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°, van het decreet, werkt het centrum, voor elke filière die het organiseert, een vormingsprogramma uit zoals bedoeld in artikel 9, eerste lid, 5°, van het decreet. Op grond van het programma van de filière sluit het centrum met elke stagiair een pedagogisch contract, uiterlijk de dag waarop zijn opleiding aanvangt, en een individueel vormingsprogramma zoals bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°, *b*), van het decreet.

Art. 5. Het programma van de filière wordt uitgewerkt naar gelang de categorie van de filière zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet en wordt samengesteld uit vormingsseenheden met, per hoofdactiviteit, de vaardigheden, bekwaamheden en kennis waarmee de doelstelling van de filière gehaald kunnen worden. Het programma voorziet ook in de volgende elementen :

1° de duur en het wekelijkse ritme van de vorming;

2° het doelpubliek overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van het decreet;

3° de organisatie van het begin en het einde van de opleiding :

a) of het begin en het einde van de opleiding zijn identiek voor het geheel van de stagiairs en de duur van hun opleiding is gelijk aan de duur van het programma van de filière;

b) of het begin van de opleiding wordt over de hele duur van het jaar verspreid voor één of meer stagiairs en het einde ervan verchilt naar gelang van de behoeften van de stagiair; de duur van de opleiding kan verschillen van de duur van het programma van de filière;

4° het maximumaantal stagiairs :

a) per zitting voor de opleidingen bedoeld onder 3°, *a*);

b) per kalenderjaar voor de opleidingen bedoeld onder 3°, *b*);

5° de organisatiemodaliteiten voor de pedagogische opvolging en de sociale begeleiding zoals bedoeld in artikel 8 en het uitwerken van het navormingsproject;

6° de eventuele organisatie van stages en de duur ervan overeenkomstig artikel 8;

7° desgevallend, het beroep op een derde, de nagestreefde doelstellingen en de derden die een partnerschapsovereenkomst met het centrum gesloten hebben.

Als het beroep op een derde, met inbegrip van het partnerschap, betrekking heeft op de uitvoering van een deel van het vormingsprogramma door een onderneming, een ander centrum of een andere vormingsoperator, of een dienst voor psycho-medisch-sociale bijstand, voorziet het programma van de filière in de inhoud en de duur van het beroep op derde alsook in zijn financiële voorwaarden en organisatiemodaliteiten.

Art. 6. Het pedagogische contract voorziet in de rechten en plichten van elke partij en in de verplichting om het individuele vormingsprogramma van de stagiair in gezamenlijk overleg uit te werken.

Het individuele vormingsprogramma bevat op zijn minst de volgende elementen :

1° de categorie van de filière zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet en het opschrift ervan;

2° de elementen van het programma van de filière bedoeld in artikel 5, 1° tot 7°;

3° de door de stagiair te halen doelstellingen inzake vaardigheden en technische, transversale en sociale kennis in beroepssituatie t.o.v. de referentiën bedoeld in artikel 15, 7° en 8°, van het decreet, als ze bestaan;

4° de duur van de vorming van de stagiair die, voor de filières bedoeld in artikel 5, 3°, *b*), niet langer mag zijn dan de duur van het programma van de filière, waarbij niet meer dan 50 percent van de gezamenlijke duur van het programma van de filière overschreden mag worden;

5° de toepassing van de organisatiemodaliteiten voor de pedagogische opvolging en, desgevallend, de sociale begeleiding en de voorbereiding van het navormingsproject;

6° het deel van het vormingsprogramma van de stagiair waarvoor zijn deelname aan een filière die tot een andere filièrecategorie behoort nodig is, gelijktijdig en in hetzelfde centrum;

7° desgevallend, en voor een deel van het individuele vormingsprogramma, het beroep op een derde zoals omschreven in artikel 5, laatste lid.

Het individuele vormingsprogramma kan aangepast worden naar gelang van de evolutie van de stagiair, van zijn behoeften en van de resultaten van de tussentijdse evaluaties van zijn verworvenheden inzake vaardigheden.

Na afloop van de vorming maakt het centrum het eindvormingsattest op met melding van de duur van de vorming en de door de stagiair verworven vaardigheden en, desgevallend, een synthese van zijn navormingsproject.

Het centrum dat het pedagogische contract met de stagiair sluit, zorgt voor de pedagogische opvolging en de sociale begeleiding zolang de vorming duurt, inclusief in het kader van een beroep op een derde zoals bedoeld in artikel 5. Als een deel van de vorming in een ander centrum plaatsvindt, kan geen ander pedagogisch contract gesloten worden.

Als een beroep gedaan wordt op opleidingen die door een centrum georganiseerd worden, zoals bedoeld in artikel, eerste lid, 7°, of in artikel 6, tweede lid, 6°, 7°, worden de uren die de stagiair bij een andere filierecategorie heeft gevolgd desgevallend betaald op basis van het uurtarief dat toepasselijk is op de andere filierecategorie.

Art. 7. § 1. In het programma van de filière kan het centrum voorzien in de organisatie van één van de twee volgende stages :

1° een stage tot ontdekking van een beroep, een werkpost, een bedrijfscultuur, die de nadere bepaling van het beroepsopleidingsproject beoogt en waarvan de duur niet langer mag zijn dan 90 uren;

2° een beroepsvormende stage gericht op de uitoefening van vaardigheden verworven binnen de vormingsfilière en waarvan de duur niet langer mag zijn dan 520 uren.

De stages bedoeld in paragraaf 1, 1°, kunnen gelopen worden binnen één of meer bedrijven, verschillende diensten van hetzelfde bedrijf of één of meer vormingsorganen.

De stages bedoeld in paragraaf 1, 2°, kunnen gelopen worden binnen één of meer bedrijven of verschillende diensten van hetzelfde bedrijf.

De stagiairs kunnen pas aanspraak maken op een beroepsvormende stage als ze minstens 150 uren opleiding binnen het centrum gevolgd hebben.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, 2°, kan de stage de duur van 520 uren overschrijden in de gevallen vereist bij een andere wetgeving of regelgeving tot bepaling van specifieke criteria voor de organisatie van opleidingen in bepaalde activiteitssectoren. In dat geval voorziet het centrum in het programma van de filière in de organisatie van de stage en de duur van de opleidingen en bepaalt de beslissing tot erkenning dat het centrum kan afwijken van de maximale duur van 520 uren.

§ 3. De gecumuleerde duur van de stages waarin het individuele vormingsprogramma voorziet mag de helft van de duur van het vormingsprogramma niet overschrijden. Als een andere wetgeving of regelgeving voorziet in een langere stageduur dan die bedoeld in het eerste lid, kan de administratie toestaan dat het centrum afwijkt van de duur van 520 uren.

§ 4. Tijdens een stage wordt een individuele stageovereenkomst gesloten tussen de stagiair, het centrum waarmee de stagiair het pedagogische contract heeft gesloten alsook het bedrijf of het centrum waar de stage georganiseerd wordt. De overeenkomst vermeldt op zijn minstens de volgende gegevens:

1° de partijen die de stageovereenkomst ondertekend hebben;

2° de rechten en plichten van de partijen, inclusief de tenlasteneming van de kosten voor de vorming van de stagiair;

3° de filière waarvoor de stagiair ingeschreven is;

4° de doelstellingen van de stage;

5° de duur en het wekelijkse ritme van de stage;

6° de beschrijving van de functie(s) uitgeoefend door de stagiair in de loop van de stage overeenkomstig het programma van de filière;

7° de criteria en de modaliteiten voor de evaluatie.

Art. 8. § 1. De pedagogische opvolging bestaat in de uitoefening van minstens de volgende activiteiten :

1° de organisatie van een balans aan het begin van de vorming;

2° de opmaak en de opvolging van het individuele vormingsprogramma op grond van de balans;

3° de organisatie van tussentijdse evaluaties en van een slotevaluatie van de vorming tot vaststelling van de beroepskennis, -vaardigheden en -gedragen verworven door de stagiair en de eventuele aanpassingen van het individuele vormingsprogramma;

4° desgevallend, de organisatie van stages;

5° de voorbereiding, samen met de stagiair, van zijn navormingsproject.

§ 2. De sociale begeleiding van de stagiair bestaat in de uitoefening van minstens de volgende activiteiten :

1° de opmaak van een individuele sociale balans, desgevallend, de resultaten van een vorige vormings- en inschakelingsactie;

2° de bepaling, in het individuele vormingsprogramma, van de doelstellingen betreffende de aanwerving van sociale transversale vaardigheden en in beroepssituatie;

3° de organisatie en de animatie van individuele en collectieve activiteiten die autonomie en sociale emancipatie beogen i.v.m. sociaal-professionele inschakeling;

4° de organisatie van de tussentijdse evaluaties en de slotevaluatie van de sociale transversale vaardigheden en in beroepssituatie;

5° desgevallend, de organisatie en de opvolging van de tussenkomst van operatoren gespecialiseerd in psycho-medisch-sociale bijstand.

Art. 9. Het centrum maakt een huishoudelijk reglement op dat op de stagiairs toepasselijk is en minstens de regels bevat m.b.t. de bescherming van gegevens met een persoonlijk karakter, de persoonlijke levenssfeer en het beheer van klachten.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 14, 3°, van het decreet, wordt het omkaderingspercentage per kalenderjaar berekend, na deling van het aantal omkaderingsuren door het aantal vormingsuren.

Het omkaderingspercentage van de filières « Démarche de formation et d'insertion », ingedeeld in de categorieën bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2°, met uitzondering van die betreffende de alfabetisering, en 3°, van het decreet, is gelijk aan 0,10 of meer.

Het omkaderingspercentage van de filières « Démarche de formation et d'insertion », die ingedeeld zijn in de categorieën bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1° en 2°, van het decreet, wanneer ze alfabetisering beogen, en de filières « Entreprise de Formation par le travail », ingedeeld in de categorieën bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet, is gelijk aan 0,16 of meer.

Afdeling 2. — Administratieve verplichtingen

Art. 11. Overeenkomstig artikel 14, 2°, van het decreet, vangt het centrum minstens tien stagiairs per kalenderjaar op. Vanaf het derde erkenningsjaar geeft het minstens 12 000 uren opleiding per kalenderjaar. Het openbaar centrum voor maatschappelijk werk of de vereniging van openbare centra voor maatschappelijk werk organiseert minimum 8 000 uren opleiding per jaar.

In geval van niet-inachtneming van de 12 000 of 8 000 opleidingsuren per jaar en na advies van de Commissie bedoeld in artikel 16 van het decreet, kan de administratie toestaan dat het centrum een aantal opleidingsuren geeft dat lager is dan die minima.

Art. 12. Het centrum controleert, per filière en op basis van het formulier van de administratie, de aanwezigheid van de stagiairs in opleiding, waarbij ze een onderscheid maakt tussen de effectieve aanwezigheidsuren en de gelijkgestelde uren.

Art. 13. Voor de filières « Entreprise de formation par le travail » vangt het centrum kosteloos als stagiair in de vorming elke persoon op die ingedeeld is in één van de categorieën bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet, waarbij hem de voordelen toegekend worden die vastliggen in het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, met uitzondering van de crèche- en kinderopvangkosten overgenomen door de Dienst.

Art. 14. Aan het begin van de opleiding legt het centrum voor elke stagiair een individueel dossier aan waarin de volgende administratieve en pedagogische documenten opgenomen worden :

1° een document, waarvan het model is vastgelegd door de administratie, met de identificatiegegevens van de stagiair, alsook de gegevens betreffende zijn school- en beroepstraject;

2° de documenten en attesten waaruit blijkt dat de stagiair in aanmerking komt of, bij gebreke daarvan, het attest op erewoord bedoeld in artikel 2, vierde lid, van het besluit tot uitvoering van de artikelen 5 tot 7 van het decreet betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling en het bewijs van de verzending van de aanvraag naar de instellingen bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet;

3° het pedagogische contract van de stagiair.

Zodra ze opgemaakt zijn, worden de volgende documenten geleidelijk bij het individuele dossier gevoegd : het individuele vormingsprogramma van de stagiair en, desgevallend, de bijstellingen ervan :

1° de balans en het individuele vormingsprogramma;

2° de tussentijdse evaluaties en de slotevaluatie;

3° de stageovereenkomst(en) en de overeenkomst(en) betreffende de opvolging van een opleiding bij een ander centrum of een dienst voor psycho-medisch-sociale bijstand;

4° de maandelijkse aanwezigheden en de bewijsstukken voor afwezigheden;

5° het attest van het einde van de opleiding bedoeld in artikel 6, vierde lid, of indien de opleiding voortijdig eindigt, de redenen die zulks wettigen;

6° het navormingsproject van de stagiair;

7° de gekende resultaten inzake inschakeling in de betrekking of in een andere opleiding.

Art. 15. Het centrum maakt zijn jaarlijks activiteitenverslag, waarvan het model door de Minister bepaald wordt, op zoals bedoeld in artikel 14, 6°, van het decreet en richt het aan de administratie uiterlijk 30 april na het jaar waarvoor het opgemaakt wordt. Het activiteitenverslag vermeldt op zijn minstens de volgende gegevens:

1° wat het centrum betreft :

a) het aantal kandidaten voor de opleiding die in aanmerking gekomen zijn voor een opvangproces zoals omschreven in het pedagogische project overeenkomstig artikel 8, eerste lid, 2° a), van het decreet;

b) het aantal kandidaten die bij de opvang het voorwerp van een heroriëntatie hebben uitgemaakt;

c) de bijgewerkte lijst van de personeelsleden tewerkgesteld tijdens de week die voorafgaat aan het verslag, hun functie en de kenmerken van hun contract inzake statuut en het arbeidsduurstelsel;

d) het percentage van omkadering van de stagiairs;

e) de inschakeling van de stagiairs, binnen zes maanden na hun opleiding, in een andere opleiding of in een betrekking als de informatie hem door de stagiair verstrekt wordt;

f) de uitvoerige tabellen met de bestemmingen van de ontvangsten en uitgaven t.o.v. de verschillende financieringsbronnen volgens het model opgemaakt door de administratie;

g) de tabel van de afschrijvingen;

h) de lijst van de bewijsstukken van de lasten toegeschreven aan de toelage, chronologisch ingedeeld;

i) de balans en de resultatenrekeningen, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de activiteiten van de filières « Démarche de Formation et d'insertion » en die van de filières « Entreprise de Formation par le travail »;

j) voor de filières « Entreprise de formation par le travail », een plan met de bestemming van de exploitatieresultaten, waarvan het model door de administratie wordt opgemaakt;

2° wat betreft elke filière die door het centrum georganiseerd wordt :

- a) de lijst van de stagiairs in opleiding per kalenderjaar t.o.v. de categorieën publiek bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet, de data waarop hun opleiding begint en eindigt en de reden waarom ze de opleiding niet meer volgen;
- b) het aantal opleidingsuren daadwerkelijk gevolgd door de stagiairs en de gelijkgestelde uren;
- c) het aantal en het type georganiseerde stages en beroepen op een derde, de duur van de stage en het aantal stagiairs die eraan deelgenomen hebben alsook de vormingsactiviteiten toevertrouwd aan een ander centrum of aan een bedrijf, de desbetreffende overeenkomsten;
- e) de globale resultaten van de stagiairs inzake verwerving van technische, transversale en sociale kennis en vaardigheden in beroepssituatie, alsook inzake de inschakeling in een andere opleiding of in een betrekking als de informatie hem door de stagiair verstrekt wordt.

Het centrum maakt de rekeningen zoals goedgekeurd door de algemene vergadering uiterlijk 30 juni aan de administratie over.

De elementen van het activiteitenverslag kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Art. 16. Het centrum beheert de bij of krachtens artikel 17 van het decreet ontvangen subsidies overeenkomstig de artikelen 11 tot 14 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

Art. 17. Alle akten, facturen, mededelingen, publicaties en andere stukken die uitgaan van een centrum dragen de melding « centre agréé par la Région wallonne sous le n° [...] » (centrum erkend door het Waalse Gewest onder het nr. [...]) en zijn voorzien van het logo van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure en -criteria*

Afdeling 1. — Erkenningsaanvraag

Art. 18. § 1. Overeenkomstig artikel 10 van het decreet worden de aanvragen tot erkenning en hernieuwing van erkenning van het centrum, waarvan de modellen door de administratie opgemaakt worden, door het verzoekende centrum via elk middel met bewijs van de verzenddatum ingediend, uiterlijk 31 maart van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de erkenning aangevraagd wordt.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 8 van het decreet voegt het centrum minstens de volgende elementen bij zijn aanvraag :

1° de gecoördineerde en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten van de vereniging zonder winstoogmerk of van de vereniging van openbare centra voor maatschappelijk werk, de beslissing van de raad (raden) voor sociale actie en het afschrift van de goedkeuring door de gemeenteraad (gemeenteraden) als het dossier door een openbaar centrum voor maatschappelijk werk of een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk werk wordt ingediend;

2° de omschrijving van het pedagogische project zoals bedoeld in artikel 9, eerste lid, 2°, en de desbetreffende organisatiemodaliteiten, inclusief het model van het pedagogische contract en van het individuele vormingsprogramma;

3° de aanvraag tot erkenning van één of meer filières, met het geheel van de documenten bedoeld in artikel 19;

4° de omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen bedoeld in artikel 8, 4°, van het decreet, inclusief het afschrift van het inspectieverslag van de brandweerdienst, alsook elk document afgegeven door een erkende instelling voor het materieel waarvan het gebruik eventuele risico's inhoudt;

5° een afschrift van de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 8, eerste lid, 6°, van het decreet of het bewijs dat de stappen t.o.v. de Dienst ondernomen werden binnen een termijn van drie maanden voor de indiening van de erkenningsaanvraag; het centrum richt de overeenkomst aan de administratie zodra ze gesloten is;

6° de overlegging van elk bewijs dat nodig is voor de controle op de naleving van de regelgevingen die op het centrum toepasselijk zijn, met name het bewijs van de naleving van de regelgeving betreffende de medische controle, genomen krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers.

Bij gebrek aan het verslag bedoeld in het eerste lid maakt het centrum, wanneer het de erkenningsaanvraag bij de administratie indient, het afschrift van de aanvraag tot inspectie van de lokalen door de brandweerdienst over en richt het het verslag aan de administratie na ontvangst ervan;

De Minister kan het centrum vrijstellen van de overlegging van de documenten bedoeld in het eerste lid voor zover de administratie of de sociale inspectie beschikt over één of meer stukken of gegevens bedoeld in het eerste lid of erover kan beschikken via een bank van gegevens uit authentieke bronnen.

§ 3. De aanvraag tot hernieuwing van erkenning van het centrum gaat vergezeld van een dossier dat de in paragraaf 1 bedoelde elementen bevat, als ze het voorwerp zijn van wijzigingen t.o.v. de vorige erkenning.

Art. 19. § 1. Voor de toepassing van artikel 9 van het decreet, maakt het centrum, door elk middel dat bewijs van de verzenddatum verleent, gelijktijdig met zijn erkenning of uiterlijk 31 maart van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, de volgende gegevens over :

1° de categorie waarin de filière ingedeeld is, alsook het methodologische kader ervan;

2° de rechtvaardiging van de erkenningsaanvraag t.o.v. het vormingskader en de cartografie van het aanbod en de behoeften van de markt zoals ter beschikking gesteld van de Dienst;

2° het programma van de filière zoals bedoeld in artikel 5;

4° als de erkenning van een nieuwe filière wordt aangevraagd tijdens de erkenningsperiode van het centrum, een omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen voorzien voor de werking van de filière.

§ 2. De aanvraag tot hernieuwing van erkenning van de filière gaat vergezeld van een dossier dat de in paragraaf 2 bedoelde elementen bevat, als ze het voorwerp zijn van wijzigingen t.o.v. de vorige erkenning.

Elke autoriteit bevoegd om tussen te komen in het kader van de procedure tot erkenning of tot hernieuwing van erkenning bij of krachtens het decreet kan verzoeken om de overlegging van de documenten bedoeld in respectievelijk artikel 18, § 2, en artikel 19, § 2, als ze nodig zijn om te oordelen of de erkenning of de hernieuwing van erkenning al dan niet toegekend zal worden.

Art. 20. § 1. Binnen een termijn van vijftien dagen met ingang op de datum van ontvangst van de aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van erkenning van het centrum of van de filières richt de administratie aan het verzoekende centrum een bericht van ontvangst waarin bevestigd wordt dat het dossier volledig is. Als het dossier niet volledig is, richt de administratie aan het centrum een schrijven waarin het verzocht wordt om het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van het schrijven.

De termijn van vijftien dagen kan op gemotiveerd verzoek van het centrum met hoogstens vijftien dagen verlengd worden. Als het dossier na afloop van die termijn niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt door de administratie, die het centrum verwittigt binnen vijftien dagen na het nemen van de beslissing.

Als het dossier volledig is, onderzoekt de administratie de aanvraag, gaat ze na of de erkenningsvoorwaarden nageleefd worden en maakt ze een onderzoeksrapport op. Ze verzoekt om het advies van het/de territoriaal bevoegde Subregionale comité(s) voor arbeidsbemiddeling en vorming, dat/die advies uitbrengt/uitbrengen binnen veertig dagen, te rekenen vanaf de datum van verzending door de administratie. Na afloop van die termijn kan het gebrek aan advies genegeerd worden.

Het advies van het/de territoriaal bevoegde Subregionale comité(s) slaat op de relevantie van de door het centrum georganiseerde filières t.o.v. de behoeften vastgesteld op het grondgebied en is gegrond op het vormingskadaster en de cartografie van de aanbiedingen en behoeften, uitgewerkt door de Dienst.

In geval van hernieuwing van erkenning berust het onderzoeksrapport van de administratie op de analyse van de activiteitenverslagen en de rapporten van de sociale inspectie opgemaakt gedurende de erkenningsperiode die voorafgaat aan de hernieuwingsaanvraag.

§ 2. De administratie legt haar onderzoeksrapport en het advies van het Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming over de georganiseerde filières aan de Minister over binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum van het bericht van ontvangst waarin bevestigd wordt dat het dossier volledig is.

Als het advies van het Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming of het onderzoeksrapport van de administratie negatief is, vraagt de administratie het advies van de commissie.

De administratie kan de commissie ook om advies verzoeken in de volgende gevallen :

1° als ze acht dat één of meer voorwaarden tot erkenning of hernieuwing van erkenning bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het decreet niet vervuld zijn;

2° bij gebrek aan vormingsreferentieel zoals bedoeld in artikel 15, 7° en 8°, van het decreet, om na te gaan of het programma dat opgenomen is in het erkenningsdossier coherent is.

De commissie spreekt zich uit binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de aanvraag. Alvorens advies uit te brengen kan de commissie op eigen initiatief of op verzoek van de vertegenwoordigers van de centra laatstgenoemden horen over het voorwerp van de erkenning. In geval van verhoor kan de commissie vragen dat voornoemde termijn met een maand verlengd wordt. De commissie kan voorstellen dat de duur van de hernieuwing van erkenning tot twee jaar beperkt wordt en met aanbevelingen gepaard gaat. Als de administratie de commissie om advies verzoekt, legt ze haar onderzoeksrapport, samen met de adviezen van het Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming over de georganiseerde filières en van de commissie, aan de Minister over binnen een termijn van negentig dagen, desgevallend honderdtwintig dagen, te rekenen vanaf de datum van het bericht van ontvangst waarin bevestigd wordt dat het dossier volledig is.

De Minister beslist over de toekenning of weigering van erkenning uiterlijk binnen een termijn van vijftien dagen na het onderzoeksrapport.

§ 3. Elke beslissing tot toekenning van erkenning of hernieuwing van erkenning van een centrum, inclusief de filières die het organiseert, bevat op zijn minst :

- 1° de benaming van het centrum en van de filière(s);
- 2° de duur van de erkenning;
- 3° de categorie en het methodologische kader waarin elke filière ingedeeld is;
- 4° het aantal uren erkend per filière;
- 5° het subsidiëringsbedrag.

De administratie geeft, door elk middel dat bewijs van de verzenddatum verleent, kennis van de ministeriële beslissing binnen tien dagen nadat ze de beslissing in ontvangst genomen heeft.

Art. 21. Het centrum kan bij de administratie verzoeken om wijzigingen van de beslissing tot erkenning als die wijzigingen geen weerslag hebben op de subsidiëring van het centrum en betrekking hebben op :

1° het beroep op een derde, met name met andere centra, operatoren, ondernemingen of diensten voor psycho-medisch-sociale bijstand;

2° de aanpassing van het vormingsprogramma van een filière om zich te richten naar een referentieel.

Het centrum richt de in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde elementen aan de administratie, die nagaat of de wijzigingen niet slaan op de elementen van de beslissing tot erkenning en of ze geen weerslag op de subsidiëring hebben. In dat geval beslist de administratie langs de elektronische weg over de aanvraag tot wijziging van de beslissing tot erkenning binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

HOOFDSTUK IV. — *Overdracht van filière*

Art. 22. § 1. Overeenkomstig artikel 13, laatste lid, van het decreet, verstrekt de administratie langs de elektronische weg aan de commissie bedoeld in artikel 16 van het decreet en aan de centra informatie over elke stand van zaken bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1° tot 3°, van het decreet, en organiseert ze de oproep tot de kandidaten voor de overname van één of meer filières door één of meer centra.

De administratie bepaalt de modaliteiten voor de oproep tot de kandidaten, inclusief de nodige documenten voor de beoordeling van het aanbod aan overname van de filières, alsook de uiterste datum voor de indiening van de kandidaturen.

De centra die kandidaat-overnemer zijn richten hun gemotiveerde kandidatuur aan de administratie met opgave van minimum :

1° hun vermogen tot voortzetting van de opleiding van de stagiairs die betrokken zijn bij de overdracht van de filière waarvoor ze ingeschreven zijn;

2° hun vermogen om het geheel of een deel van het personeel van het overdragende centrum over te nemen;

3° de organisatiemodaliteiten betreffende de termijn voor de uitvoering van de overdracht, de geografische vestiging van de geplande vormingslocatie(s), de beschikbaarheid van het materiaal en de lokalen die noodzakelijk zijn;

4° een beschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen voorzien voor de werking van elke filière.

Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de kandidaturen stuurt de administratie aan het overnemende centrum hetzij een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is, hetzij een schrijven waarin het verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van het schrijven.

Binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de volledige dossiers gaat de administratie na of ze in aanmerking komen wat betreft de naleving van de modaliteiten die vastliggen in de kandidatenoproep en van de criteria bedoeld in paragraaf 1.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, als een centrum vrijwillig beslist om één of meer filières over te dragen aan een ander centrum waarmee het tot een akkoord komt, maken de centra de volgende stukken aan de administratie over :

1° de documenten bedoeld in paragraaf 1, derde lid, 1° tot 4°;

2° de beslissing van de raad van bestuur van elk centrum betrokken bij de filièreoverdracht;

3° de elementen tot identificatie van de centra betrokken bij de filièreoverdracht.

§ 3. Als de dossiers volledig zijn en na te hebben gecontroleerd of ze in aanmerking komen, analyseert de administratie de overeenkomstig paragraaf 1 of 2 ingediende dossiers ten opzichte van de volgende prioriteiten :

1° het vermogen inzake administratief, financieel en pedagogisch beheer van het centrum kandidaat-overnemer van één of meer filières wordt beoordeeld op grond van de door de administratie opgemaakte evaluatierapporten die beschikbaar zijn in de loop van de vier jaren die aan zijn aanvraag voorafgaan;

2° de mogelijkheid om het geheel of een deel van het personeel of de stagiairs over te nemen;

3° de ondervertegenwoordiging van de filière die het voorwerp is van een overdracht in één of meer regio's, beoordeeld op grond van het kadaaster en de cartografie bedoeld in artikel 9, eerste lid, 1°, van het decreet;

4° het behoud van het opleidingsaanbod en de toegankelijkheid ervan op het grondgebied.

De administratie onderwerpt het voorstel van beslissing aan de commissie, die advies uitbrengt binnen vijfenveertig nadat het voorstel bij haar aanhangig is gemaakt. De commissie kan vragen dat voornoemde termijn met een maand verlengd wordt.

De administratie richt, samen met het advies van de commissie, een onderzoeksrapport aan de Minister binnen een termijn van zeven dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het advies van de commissie. De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het onderzoeksrapport. Na ontvangst van de beslissing geeft de administratie kennis ervan aan het overdragende centrum en aan het overnemende centrum.

In geval van overdracht van personeel of stagiairs kan de Minister voorzien in een versnelde procedure tot filièreoverdracht volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

De aanvraag tot toestemming van overdracht van filières mag niet leiden tot de verhoging van de subsidie zoals ze aan het overdragende centrum toegekend werd en vormt geen aanvraag tot erkenning van een nieuwe opleidingsfilière zoals bepaald bij artikel 9 van het decreet.

De centra die in de loop van dezelfde periode het voorwerp zijn geweest van een opschorting of van een gedeeltelijke intrekking van erkenning mogen geen kandidaat-overnemer zijn.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatie*

Art. 23. § 1. De administratie maakt om de twee jaar een evaluatierapport op i.v.m. de verificatie van de uitvoering door het centrum van zijn opdrachten zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet en, in het bijzonder, i.v.m. de tenuitvoerlegging van zijn pedagogisch project, de inachtneming van het percentage van omkadering van de stagiairs en de kwaliteit van het administratief, financieel en pedagogisch beheer en van de menselijke hulpkrachten van het centrum. De evaluatie gaat uit van de activiteitsrapporten van elk centrum bedoeld in artikel 14, eerste lid, alsook van de rapporten van de sociale inspectie.

Als een evaluatierapport negatieve elementen bevat inzake de kwaliteit van het beheer van het centrum, de tenuitvoerlegging van het pedagogisch project of de resultaten van één of meer filières, brengt ze de commissie daarvan op de hoogte.

§ 2. De synthese bedoeld in artikel 16, § 2, eerste lid, 2°, van het decreet wordt op basis van de activiteitsrapporten van de centra gemaakt per filièrecategorie bedoeld in artikel 4 van het decreet, ten opzichte van de volgende elementen :

1° het aantal stagiairs in opleiding en hun indeling in één van de categorieën bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet;

2° de gemiddelde duur van de door de stagiairs gevolgde opleiding, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de daadwerkelijk gevolgde opleidingsuren en de gelijkgestelde uren;

3° het percentage van het totaal aantal gevolgde opleidingsuren erkend voor het centrum en de verhouding tussen de daadwerkelijk gevolgde uren en de gelijkgestelde uren;

4° het aantal en het type stages georganiseerd door het centrum en het aantal stagiairs die ervoor in aanmerking zijn gekomen;

5° de resultaten behaald door de stagiairs inzake de verwerving van kennis en vaardigheden met het oog op hun integratie in het opleidingsproces en de arbeidsmarkt;

6° de inschakeling van de stagiairs, binnen zes maanden na hun opleiding, in een andere opleiding of in een betrekking voor zover de informatie beschikbaar is.

De synthese bedoeld in het eerste lid wordt aan de Minister en aan de « Conseil économique et social de Wallonie » overgelegd uiterlijk 31 oktober van het jaar dat volgt op de betrokken periode.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 24. § 1. De controle en het toezicht bedoeld in artikel 18 van het decreet betreffen op zijn minst :

- 1° de tenuitvoerlegging van het pedagogisch project en van de opleidingsprogramma's die het voorwerp van de beslissing tot erkenning hebben uitgemaakt;
- 2° de verificatie van de inhoud van de individuele dossiers van de stagiairs;
- 3° de inachtneming van duur van de stages;
- 4° het in aanmerking komen van de stagiairs;
- 5° de opleidingsuren van de stagiairs;
- 6° de inachtneming van het omkaderingspercentage;
- 7° de balans en de resultatenrekeningen;
- 8° de bewijsstukken betreffende de lasten te wijten aan de subsidie.

De controle wordt gevoerd overeenkomstig de artikelen 11 tot 14 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

§ 2. Overeenkomstig artikel 12 van het decreet kan de Minister de erkenning van het centrum of van een filière opschorten of intrekken, na waarschuwing betekend bij aangetekend schrijven door de administratie en op advies van de commissie.

In de waarschuwingsbrief wordt het centrum gewezen op de tekortkomingen die hem verweten worden en wordt het verzocht om zijn bemerkings mee te delen binnen een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het aangetekend schrijven. In het schrijven worden de volgende punten benadrukt :

- 1° in geval van wil om de erkenning van het centrum op te schorten, de redenen daarvoor, alsook de maximale duur om te voldoen aan de niet nagekomen verplichtingen, zonder evenwel een termijn van vier maanden te overschrijden;
- 2° desgevallend, de wil om de erkenning van het centrum in te trekken en de redenen daarvoor;
- 3° desgevallend, de wil om de subsidies van het centrum geheel of gedeeltelijk op te schorten en de redenen daarvoor;
- 4° de mogelijkheid om door de commissie in zijn wegen en middelen gehoord te worden binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het schrijven;
- 5° de modaliteiten betreffende het eventuele verhoor bedoeld onder 4°;
- 6° het recht om inzage te nemen van het dossier dat de onder 1° tot 3° bedoelde motivaties bevat en om er voor het verhoor een afschrift van te maken;
- 7° de mogelijkheid om zich gedurende de hele procedure door een adviseur te laten bijstaan.

§ 3. De administratie richt het dossier, samen met het advies van de commissie, aan de Minister, die beslist binnen twintig dagen na ontvangst van de bemerkings of na het eventuele verhoor.

De administratie betekent de in het eerste lid bedoelde beslissing, waarin de termijnen en middelen van beroep nader bepaald worden, via een zending met vaste datum.

§ 4. In geval van beslissing tot opschorting kan de Minister, na advies van de commissie, de erkenning van het centrum intrekken als de opschortingstermijn vervalt en het centrum niet heeft voldaan aan de voorwaarden bedoeld in de beslissing tot opschorting.

In geval van beslissing tot opschorting van zijn erkenning mag het centrum geen nieuwe stagiairs opvangen zolang hij niet aan zijn verplichtingen voldoet. De stagiairs in opleiding voor de beslissing tot opschorting mogen hun opleiding tot het einde ervan voortzetten.

Art. 25. In geval van niet-nakoming van de bij of krachtens dit decreet 3 bepaalde verplichtingen, van ontbinding van een centrum en van opschorting of intrekking van de erkenning van een centrum kan de Minister één of meer van de in artikel 18, § 2, 1° tot 3°, van het decreet bedoelde sancties toepassen of geheel of gedeeltelijk afzien van de terugbetaling van de subsidie in geval van overmacht of van onverwachte omstandigheden, overeenkomstig artikel 18, laatste lid van het decreet.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen**Afdeling 1. — Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 26. Het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid, zoals gewijzigd bij de besluiten van 27 maart 2009 en 28 juni 2012, wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 20 en 21, die opgeheven worden op dezelfde datum van inwerkingtreding als die van artikel 17.

Afdeling 2. — Inwerkingtreding

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016, met uitzondering van de artikelen 18 tot 22, die in werking treden binnen tien dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 28. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE